



De l'état actuel économie forestière en France

Joanny Guillard

► To cite this version:

Joanny Guillard. De l'état actuel économie forestière en France. Revue forestière française, 1980, 32 (S), pp.89-91. <10.4267/2042/21483>. <hal-03397193>

HAL Id: hal-03397193

<https://hal.science/hal-03397193v1>

Submitted on 22 Oct 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

De l'état actuel de la recherche en économie forestière en France

UNE DISCIPLINE DÉFINIE PAR SON OBJET : LA FORÊT

Le sens du terme économie forestière a évolué dans le temps au même rythme que les préoccupations des forestiers, elles-mêmes liées à l'évolution du rôle de la forêt dans la société.

Au XIX^e siècle, le terme recouvrait essentiellement les fondements généraux de la « foresterie » et des aménagements de forêts. Puis, dans la première moitié du XX^e siècle, les problèmes techniques de la régulation de la production et de l'estimation en valeur des peuplements et des forêts ont prédominé dans les études et enseignements d'économie forestière.

Ce n'est que depuis la dernière guerre, que, avec des connaissances économiques élargies chez les enseignants et chercheurs, la discipline « Economie forestière » se penche sur les mécanismes économiques s'appliquant à la forêt, ou encore cherche à appliquer les concepts et les outils de la science économique à l'ensemble des problèmes forestiers.

On peut actuellement distinguer trois grands volets, mais fortement liés entre eux : — l'économie sylvicole dans laquelle les peuplements représentent surtout des unités de production,

— l'économie du bois traitant des problèmes économiques : marché, échanges, transformations industrielles, liés à la principale production en valeur des forêts ;

— l'économie sociale de la forêt visant à étudier le rôle de la forêt dans la société à travers les biens et les services qu'elle fournit, ou qu'elle pourrait fournir, et à travers les agents économiques concernés.

Certes, comme une large partie de la science économique française, elle s'appuie encore largement sur la valeur d'échange ou la valeur d'usage, sur les flux de produits et de monnaie. Mais depuis quelques années, les aspects de bien collectif, de patrimoine, de ressource naturelle renouvelable attachés aux forêts conduisent à s'interroger sur les fondements d'une économie forestière plus globale, sinon plus nouvelle.

L'ÉTAT ACTUEL DE L'ÉCONOMIE FORESTIÈRE EN FRANCE

L'économie forestière touche un domaine relativement peu abordé par les économistes classiques, quoique des précurseurs comme Von Thünen, Faustmann, Ricardo et d'autres aient jeté des graines aujourd'hui encore fécondantes. Elle a, en France, quatre grandes particularités qui la mettent un peu en marge

des économistes « généraux ». Je les résumerai très brièvement ci-après :

— La lenteur du processus de production, plusieurs dizaines d'années et parfois plus du siècle, rend la prise de décision difficile et le calcul économique classique à peu près inapplicable.

— La confusion est permanente entre capital et production.

— Les écosystèmes forestiers français, quoique profondément modifiés au cours des siècles, sont peu « subventionnés » (main-d'œuvre, énergie, autres entrants).

— Les forêts ont, pour leur permettre d'associer leurs multiples fonctions vis-à-vis de la société, toujours été l'objet d'un certain contrôle social, même si les formes et l'intensité de celui-ci ont varié. Mais, en France comme à peu près dans tous les pays du monde développé, l'Etat (et l'administration forestière) à la fois édicte et contrôle la politique forestière et est lui-même propriétaire. Il intervient donc à de nombreux titres aussi bien par la voie des lois et règlements, par celle de l'aide et du contrôle, que par l'intermédiaire du marché.

Enfin, il faut souligner que pour les productions non commercialisées : services, valeurs sociétales, conception patrimoniale, les bases théoriques d'approche sont encore bien fragiles, comme pour la plupart des ressources naturelles.

Dans toute discipline qui se développe depuis peu, le problème des données, des sources de renseignements est important. Et en économie forestière, on peut déplorer, malgré un effort statistique récent, une grande déficience à cet égard. Les comptabilités, les recensements, les statistiques de quantités de stocks, de flux, les données en matière de prix sont, à quelques exceptions, médiocres ou même carrément absents. Le secret est toujours pesant et la lenteur de sortie des données collectées excessive. On peut dire que la connaissance en économie forestière est à peu près au stade de l'économie rurale avant 1939.

Longtemps, la recherche en économie forestière n'a été qu'une occupation secondaire de quelques individus isolés. Sauf quelques études d'ensemble, souvent assez théoriques, ils ont même mené surtout des études descriptives. A l'heure actuelle, il n'existe en France que quelques spécialistes isolés au sein

d'organismes publics et para-publics ou professionnels et parallèlement deux petits groupes sous l'égide de l'I.N.R.A. et avec l'aide du Service des forêts (Orléans et Nancy). L'ensemble des chercheurs en économie forestière s'élève à une douzaine pour la France, ce qui est extrêmement faible, sinon ridicule, en comparaison des effectifs de nos collègues finlandais, américains, allemands ou même britanniques.

A ma connaissance, on ne rencontre pas de chercheurs à l'Université ou au C.N.R.S. qui s'intéressent à l'économie forestière proprement dite. Faut-il y voir l'effet des particularités de la discipline, la difficulté d'aborder un domaine qui pourrait paraître farouchement gardé ou l'attrait d'activités plus nouvelles que les activités économiques liées à la forêt et au bois, de même âge que l'humanité elle-même ?

Il y a encore de grands pans vides en économie forestière et un large champ d'exploration.

POUR UNE RELANCE DE L'ÉCONOMIE FORESTIÈRE

Dans les conditions actuelles, il est certain que les chercheurs sont trop souvent accaparés par des études de caractère conjoncturel demandées par les organismes qui les financent, pour leur permettre de prendre du recul et de développer les bases conceptuelles et méthodologiques.

De même, l'appareil statistique existant, n'est, malgré sa faiblesse, pas exploité à fond, et encore moins préparé, programmé en vue d'investigations futures plus élaborées.

L'attraction est forte pour quelques-uns de ces chercheurs à sortir du domaine strict pour resituer de façon plus globale les problèmes économiques de la forêt dans des aperçus sociétaux plus vastes. Faute de bases sûres, la tentation est grande de la fuite en avant sinon de l'évasion. Ce qui ne veut pas dire que cette approche soit stérile, loin de là, mais il ne convient pas de se limiter à la seule stratosphère !

D'un autre côté, il semble que, insatisfaites de leurs résultats, mais aussi de leurs bases conceptuelles, la recherche et la pensée économiques quel que soit le qualitatif qu'on leur attribue, entreprennent une révision plus

ou moins déchirante. L'arrivée en force dans la pensée sociale de préoccupations telles que les biens collectifs, les ressources naturelles renouvelables ou non, la Nature, contraint les économistes à explorer de nouvelles voies, ou à reprendre d'anciennes pistes effacées par la civilisation de la valeur d'échange.

Pourra-t-on investir dans des équipes qui, à court terme, ne sauraient produire, c'est-à-dire augmenter le nombre de chercheurs à

former et à employer, en vue d'un développement à terme ?

Y aura-t-il des économistes « purs », des universitaires s'intéressant à l'économie forestière et à son développement sur de nouvelles bases méthodologiques ?

La matière est certes difficile, les places ne sont pas nombreuses, mais serait-ce un paradoxe dans ce colloque sur la forêt et la société de souhaiter un développement de l'économie forestière ?

J. GUILLARD
Chef du Département « Forêts »
DE L'ÉCOLE NATIONALE DU GÉNIE RURAL,
DES EAUX ET DES FORÊTS
14, rue Girardet
54042 NANCY CÉDEX